



PLACE FINANCIÈRE

Ce que coûtera à la Suisse la perte du trésor offshore

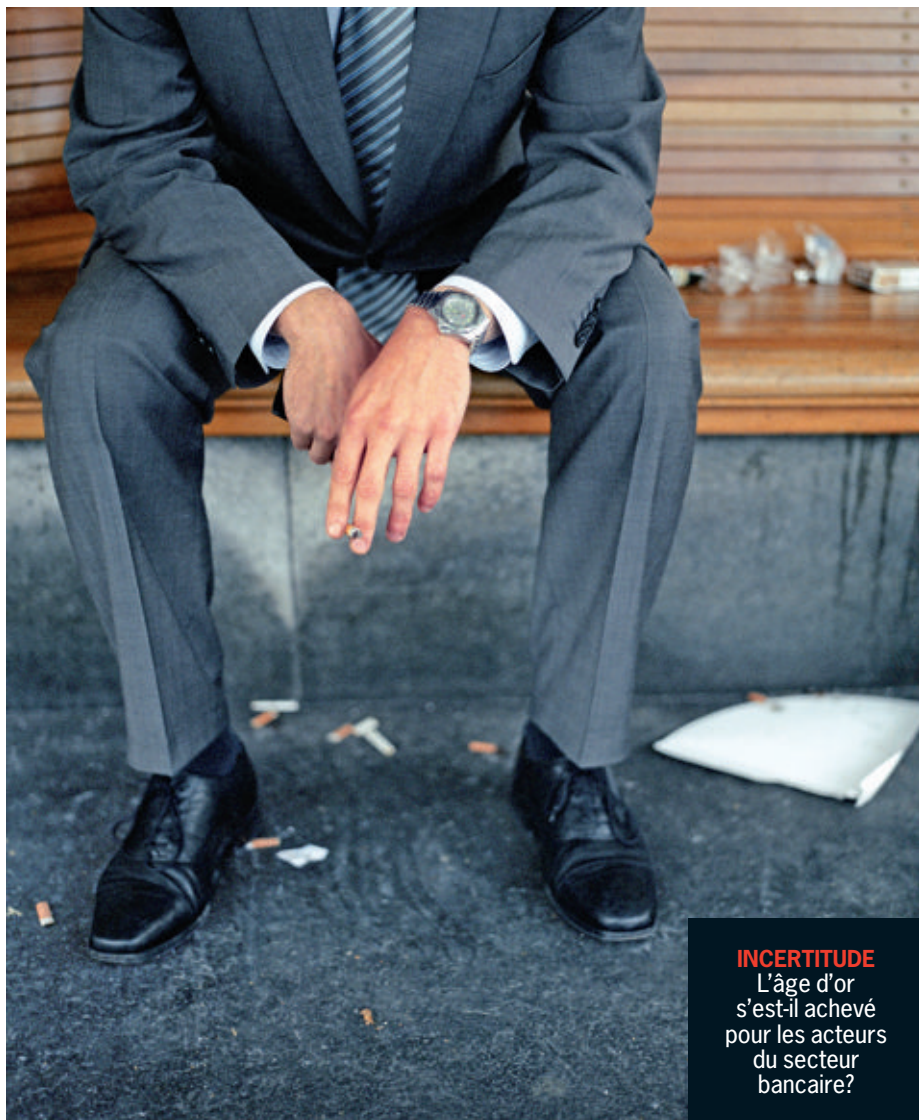
Entre 20 et 100 milliards de francs de moins pour le PIB helvétique. Qui est plus proche de la vérité? Nos interlocuteurs de Pictet, de l'OARG, d'Helvea ont tenté cet exercice audacieux et livrent leurs vues dans les pages qui suivent. **PAR MYRET ZAKI**

La guerre des chiffres? Franz de Planta évalue le coût de la fin du secret bancaire à 100 milliards de francs. Selon le gestionnaire de fortune, un cinquième de la richesse nationale serait donc perdu chaque année. Avec ce chiffre, le président de l'Organisme d'autorégulation des gérants de patrimoine (OARG) ne craint pas de choquer. Comment y arrive-t-il? Le calcul est simple: si la place financière contribue directement à hauteur de 12% au PIB helvétique (65 milliards de francs), il juge que la moitié (6%), ou 32 milliards, proviennent des revenus liés aux comptes non déclarés. Il y ajoute 35 milliards, que divers secteurs tireraient de la finance offshore: informatique, régies, tourisme, luxe, automobile...

COÛTS SOCIAUX DE 23 MILLIARDS

«Le PIB suisse pourrait donc perdre 67 milliards», raisonne le fondateur de la société De Planta & Cie. Il y ajoute les pertes liées à la baisse des recettes fiscales, à la hausse du chômage et à l'impact sur les secteurs liés, soit des coûts annexes estimés à 23,5 milliards, qui totalisent, avec la chute des revenus, les fameux 100 milliards. Il faut oser articuler de tels chiffres. «Ces chiffres sont tout à fait réalistes dans l'hypothèse où tous les avoirs qui requièrent la protection de la sphère privée par le secret bancaire quitteraient la Suisse, ainsi que les fonds non déclarés», soutient-il.

Fort de ces calculs, il s'interroge: «Sommes-nous prêts à assumer une notable baisse de nos revenus et de notre qualité de vie pour



INCERTITUDE
L'âge d'or
s'est-il achevé
pour les acteurs
du secteur
bancaire?

nous retrouver avec un pays affaibli, des infrastructures et des services moins performants, un endettement au même niveau que nos voisins (alors que la dette de la Confédération est actuellement en dessous de 25% du PIB) et un chômage au-delà de 10% dans les grandes villes?»

A Genève Place Financière, le ton est à la modération. «Il faut d'abord définir ce qu'on entend par abandon du secret bancaire, réagit le directeur de la fondation, Steve Bernard. Si la Suisse limite ses obligations d'informations en matière fiscale à ce qui est prévu dans les conventions OCDE, ces projections me semblent fortement exagérées.» Certes, ajoute Steve Bernard, «M. de Planta envisage l'échange automatique d'informations sans amnistie, ce qui serait de toute façon pénalisant pour de nombreux acteurs financiers et surtout dramatique pour les finances publiques de plusieurs cantons. Heureusement, une telle option n'est pas sur la table, et nos milieux s'y opposeront avec force.»

VINGT MILLIARDS PLUTÔT QUE CENT?

«Une perte de 20% du PIB annuel? Ce chiffre paraît extrêmement élevé», commente à son tour Jean-Pierre Béguelin. Le chef économiste de la Banque Pictet & Cie calcule qu'il en coûtera tout au plus 3,2% du PIB suisse, ou 16 milliards de francs, ce qu'il estime déjà considérable. Pour lui, le risque réaliste porte sur des avoirs de clientèle de 500 milliards de francs. «Les fonds de private banking administrés depuis la Suisse s'élèvent à 900 milliards, dont sans doute 20% européens, 40% en provenance de centres offshore (dont l'origine est difficile à isoler, mais peut-être en grande partie européens) et 40% du reste du monde, résume l'économiste. Un peu plus de 60% de ces fonds ne sont pas déclarés. Le choc de la suppression du secret bancaire sera dur, mais pas mortel.» Il est largement rejoint par Hans Geiger: «Des pertes de

La «prime du secret» en voie d'extinction

Le passé Les clients non déclarés valorisaient le secret bancaire suisse, acceptant de payer des commissions de 110 points de base (pb), soit une prime de 25 à 30 pb au-dessus des 80 pb payés sur les avoirs déclarés, selon Bank of America Merrill Lynch. Les clients offshore de la Suisse pouvaient même payer 130 pb ou davantage sans discuter.

L'avenir Cette «prime du secret» pourrait disparaître, les clients négociant désormais le même tarif que celui en vigueur pour les avoirs déclarés. D'autant que diverses banques ont interdit, durant la crise UBS, à leurs gestionnaires de voyager pour visiter leurs clients, ce qui permet encore moins de justifier le maintien de commissions supérieures. «Le rapatriement de certains avoirs poussera également à la baisse les marges de la gestion de fortune offshore», prévoit Dirk Becker, analyste de Kepler Capital Markets à Francfort.

Relativiser Mais Dirk Becker prend du recul par rapport à ce phénomène: «Les marges d'UBS dans la gestion de fortune ont décliné de 20% en deux ans, sans que ce ne soit lié au secret bancaire. La variation des marchés peut aussi avoir des effets marqués sur les commissions. Selon nos calculs, quand les cours boursiers varient de 30% à la hausse ou à la baisse, la valeur des avoirs en portefeuille peut fluctuer entre 700 milliards et 1300 milliards. Le secret bancaire ne sera donc qu'un effet parmi d'autres.»

100 milliards? Il y a sûrement un zéro de trop», s'étonne le professeur honoraire au Swiss Banking Institute. La contribution de l'ensemble du secteur financier à l'économie (banques, assurances, services financiers, avocats) atteint selon lui 17% du PIB et serait même plus proche aujourd'hui des 15%, soit 75 milliards. «J'estime que 30% de cette part provient des revenus de l'offshore: soit 20 milliards, et c'est encore le haut de la fourchette!» Il n'avance toutefois pas d'estimations quant à l'impact sur les autres secteurs qui profitent de la manne offshore.

Estimer le montant des avoirs non déclarés en Suisse reste d'une extrême difficulté. D'abord le montant même des fonds transfrontaliers n'est pas réellement connu. Selon les données de la Banque nationale suisse (BNS) de décembre 2009, la valeur des titres en dépôt dans les banques suisses se chiffre à

3450 milliards, dont 2400 pour les non-résidents. A ce dernier chiffre, il faut ajouter 1200 milliards détenus par des étrangers non bancaires en comptes bancaires classiques ou fiduciaires. Au total donc, les banques suisses administreraient 3600 milliards d'avoirs étrangers à la fin 2009. Et encore, selon Franz de Planta, ce chiffre serait sous-estimé, car «les statistiques de la BNS ne doivent pas être comprises comme séparant réellement les clients privés des clients institutionnels». Dans la catégorie institutionnelle se trouveraient des clients privés utilisant des entités offshore. Or ces entités, si on considère qu'elles sont légales, peuvent être considérées «onshore». Pour lui, il faudrait ajouter 600 milliards faussement considérés comme résidents à ces 3600, si bien que c'est 4200 milliards offshore qui seraient déposés dans les banques en Suisse. A fortiori, per-

PHOTOS: KEYSTONE, DR

80% DES AVOIRS EUROPÉENS EN SUISSE NON DÉCLARÉS?

Estimations basées sur les statistiques de l'impôt à la source sur les revenus de l'épargne de l'UE, en 2008

	NON DÉCLARÉ	DÉCLARÉ	TOTAL	PART DÉCLARÉE
Allemagne	193,4	87,2	280,6	31%
Italie	185,2	1,9	187,1	1%
France	91,7	2,8	94,5	3%
Royaume-Uni	59,6	24,5	84,1	29%
Espagne	49,9	1,4	51,3	3%
Belgique	32,1	5,0	37,1	13%
Grèce	24,0	0,2	24,2	1%
Pays-Bas	18,7	6,1	24,8	25%
Autriche	18,2	2,3	20,5	11%
Autres	53,0	5,6	58,6	10%
TOTAL	725,8	137,1	862,9	16%

Source: Helvea

sonne ne sait exactement lesquels parmi ces fonds sont sensibles au secret bancaire. Pour Jean-Pierre Béguelin, il ne faut prendre en considération que les avoirs des particuliers non résidents, ce qui est possible depuis 2005 quand la BNS s'est mise à classer ses données selon l'ayant droit économique des fonds. Fin 2009, ceux-ci s'élevaient à 900 milliards, «particulièrement profitables, leurs détenteurs étant prêts à payer des tarifs élevés pour conserver leur anonymat».

RECU DE 30% DES PROFITS BANCAIRES

Avec des estimations aussi différentes, il n'est pas étonnant que les conséquences de la fin du secret bancaire soient, elles aussi, très diversement évaluées: 3000 milliards sont à risque pour Franz de Planta; 1300 milliards, soit 25% des fonds offshore, pour Bank of America Merrill Lynch, et 500 milliards, soit quelque 60% des 900 milliards, pour Jean-Pierre Béguelin, selon lequel cela entraînerait

déjà un recul de quelque 30% des profits bancaires. Beaucoup, en fait, dépendra de la part des comptes non déclarés. A ce sujet, Peter Thorne, analyste d'Helvea, a fourni des calculs éclairants dans une note de mai 2009. Les avoirs de citoyens UE dans les banques suisses s'élèvent à 862 milliards de francs, selon lui, tandis que les intérêts de l'épargne n'ont été déclarés que sur 137 milliards de francs en 2007. «Dès lors, seuls 16% des revenus des avoirs de l'UE en Suisse sont déclarés», estime l'analyste (voir tableau ci-dessus), ce qui débouche sur 726 milliards d'argent non déclaré, uniquement européen.

L'estimation de 80% d'avoirs européens non déclarés ne convainc pas les interlocuteurs de la place. Néanmoins, KPMG arrive à la même proportion. Jean-Pierre Béguelin fait un calcul différent: «J'estime le total des intérêts soumis à l'accord sur la fiscalité de l'épargne à 5,25 milliards, alors que les intérêts non déclarés s'élèvent à 3,2 milliards.»

C'est ainsi qu'il parvient à son estimation, selon laquelle la part des fonds non déclarés de l'UE serait plutôt de 60%. Il admet toutefois que ces 60% ne tiennent pas compte des Européens qui passent par des paradis fiscaux pour ouvrir des comptes en Suisse et dont l'origine est difficile à détecter. Quant aux clients non européens, «leur proportion d'avoirs non déclarés est sans doute nettement supérieure à 60%», souligne l'économiste, à l'exception des Etats-Unis».

«RISQUE DE COMPLICITÉ DE FRAUDE»

Face à la menace, Franz de Planta est partisan de la ligne combative. En plus de la défense du secret bancaire, il propose l'application internationale d'un *level-playing field*, à savoir un traitement sur pied d'égalité avec les autres centres financiers. «Ainsi, je suis en faveur d'appliquer le principe de substitutionnalité dans les affaires de clientèle.» Il s'explique: «Lorsque plusieurs intervenants, avocat, tiers gérant et banque, sont tous soumis à la loi antiblanchiment, un seul devrait effectuer les procédures. Si l'avocat a déjà procédé à la déclaration LBA, il faudrait alors que la banque en soit dispensée.»

En outre, le gérant de fortune s'oppose farouchement à l'autodéclaration forcée, par les clients, certifiant leur bonne conduite fiscale. «Cela pose un risque sérieux, pour le gérant, d'être complice de recel de fraude ou d'évasion fiscale.»

Il déplore le choix stratégique de Berne pour la place financière: «Les autorités suisses ont misé sur les deux grandes banques, soi-disant pour sauver les emplois. Mais elles ont fait fausse route: ces dernières créent le plus d'emplois à l'étranger. Et les 320 banques et 7000 intermédiaires financiers, qui les créaient ici, ont souvent jusqu'à 80% de clientèle offshore.» En outre, ajoute-t-il, ce sont UBS et Credit Suisse qui vendent le plus de produits et qui profiteront de l'ouverture

CE QU'ILS PENSENT DE LA DISPARITION DU SECRET BANCAIRE

Les positions, tout comme les estimations, varient fortement. Mais les grandes banques privées et nombre de gérants indépendants semblent s'être bien préparés.

«Le coût? 20 milliards, et c'est le haut de la fourchette!»

Hans Geiger, professeur honoraire au Swiss Banking Institute (ZH).



«Les autorités ont misé sur les deux grandes banques, soi-disant pour sauver les emplois. Mais elles ont fait fausse route: ces banques créent le plus d'emplois à l'étranger»

Franz de Planta, président de l'Organisme d'autorégulation des gérants de patrimoine (OARG), et fondateur de De Planta & Cie.



«Un peu plus de 60% des fonds ne sont pas déclarés. Le choc de la suppression du secret bancaire sera dur, mais pas mortel»

Jean-Pierre Béguelin, chef économiste de la Banque Pictet & Cie.



«Il faut utiliser les autres juridictions et procédés depuis ici»

Jean-Pierre Diserens, CEO de Fidurhône et cofondateur de la Convention of Independent Financial Advisors.



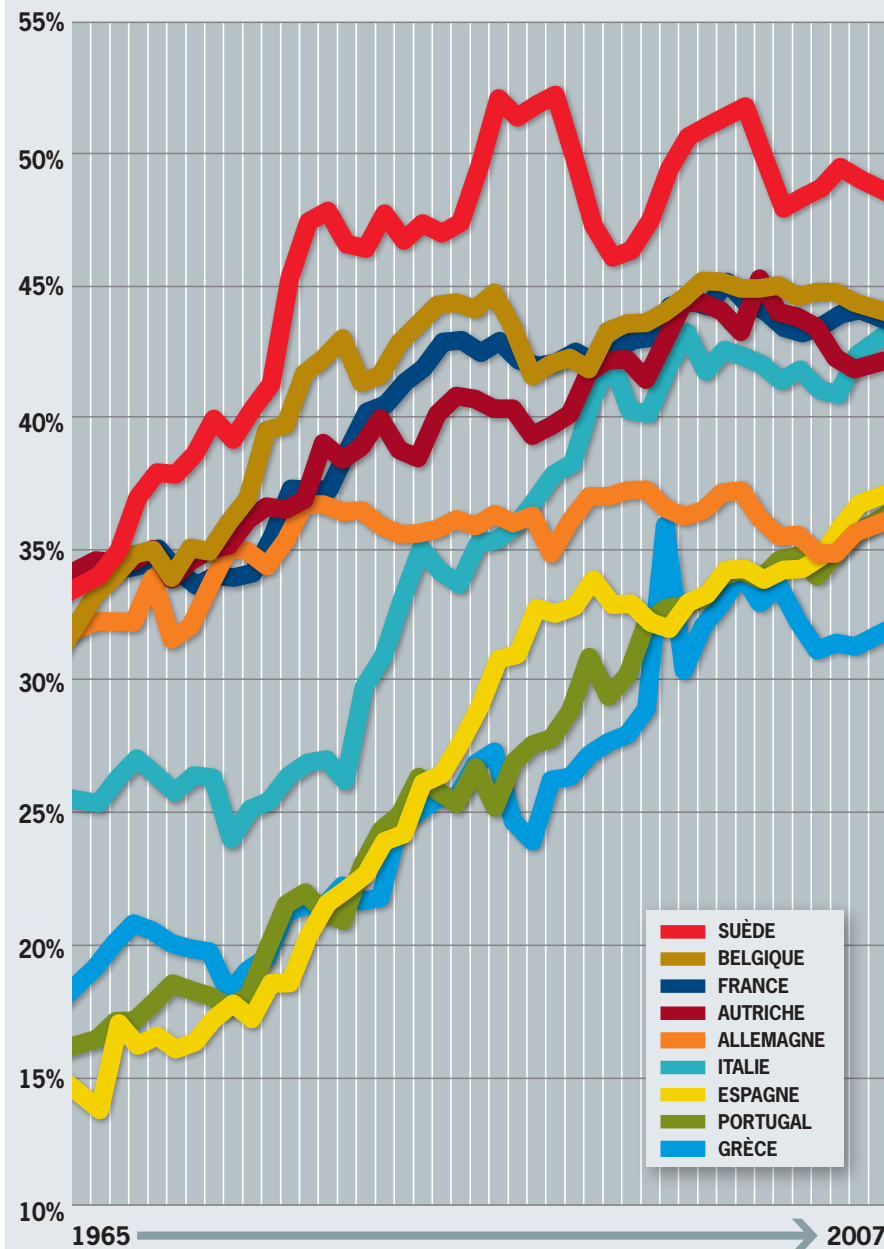
«La paix fiscale compte plus que le secret bancaire»

Antoine Spillmann, associé chez Bruellan Wealth Management.



PRESSION FISCALE CONSTANTE EN EUROPE DEPUIS 1965

Total des recettes fiscales en % du PIB, 1965-2007



TOTAL DES RECETTES FISCALES EN % DU PIB

Moyenne mobile sur 3 ans

	1966	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006
OCDE Total	26.1	27.8	29.5	30.9	32.7	34.1	34.9	35.8	35.5	35.8
OCDE Amérique	26.0	28.7	28.8	24.1	24.5	26.1	26.3	27.2	26.2	26.5
OCDE Pacifique	21.3	22.1	22.8	24.9	25.7	27.9	27.5	28.2	29.6	30.1
OCDE Europe	26.9	28.6	31.0	33.3	35.5	36.4	37.4	38.2	37.8	38.0
EU 19	28.3	30.0	32.2	34.8	37.6	38.3	39.3	39.3	38.5	38.7
EU 15	28.3	30.0	32.2	34.8	37.6	38.1	39.4	40.3	39.5	39.7

Source: Statistiques des recettes publiques 1965-2007 OCDE (2009)

du marché des services financiers européens. Si les petites banques suisses, qui gèrent entre 5 et 25 milliards, ont encore 80% de fortunes non déclarées, KPMG estime que cette proportion tombe à 50-60% chez les grandes banques privées, et à 35% pour les grandes banques. Ces dernières sont donc effectivement les moins sensibles à l'enjeu du secret bancaire. Selon des analystes de Citi, «la part d'avoirs européens offshore est passée de plus de 50% en 2001 chez UBS et Credit Suisse, à 25-30% aujourd'hui, grâce à leurs stratégies d'expansion onshore».

«LES RELOCALISATIONS EXPLOSENT»

«J'estime que le marché de la gestion patrimoniale va continuer à se développer en Suisse, commente Jean-Pierre Diserens, gérant de fortune indépendant. Mais il est évident que le devoir d'un gouvernement est de maintenir son industrie dans une situation concurrentielle optimale.» En attendant, le fondateur de Fidurhône n'a aucun état d'âme: «Il faut utiliser les autres juridictions et recourir à des procédés d'identification similaires à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis». Il ne doute pas que les citoyens de l'UE chercheront d'autres moyens d'éviter l'impôt. «Les taux d'imposition se situent autour de 50% dans les grands pays de l'UE, et là-dessus s'ajoute l'impôt sur les successions. Avec des caisses de pension étatiques en quasi-faillite et des taux d'imposition aussi élevés sur les revenus et la transmission du patrimoine, il ne faut pas s'étonner que les gens veuillent avoir un matelas de sécurité.»

Selon l'OCDE, entre 1965 et 2007, les recettes fiscales rapportées aux PIB sont passées de 26% à 38% en Europe. «La tendance continue à l'augmentation des niveaux d'imposition reflète la hausse considérable des dépenses du secteur public dans presque tous les pays industrialisés», note le rapport.

Antoine Spillmann, partenaire chez Bruellan Wealth Management, ne s'inquiète pas. «Les gens viennent actuellement s'installer en masse en Suisse et achètent des maisons. Le marché des relocalisations explose.» Il note que de nombreux gestionnaires londoniens, et pas seulement du secteur des hedge funds, envisagent de déménager en Suisse suite au relèvement du taux d'imposition sur les revenus britanniques à 50% dès avril. L'ancien vice-président de l'Association suisse des gérants va s'impliquer pour défendre le système d'imposition forfaitaire. «La paix fiscale que nous avons ici est aujourd'hui plus importante que le secret bancaire.» ■



HORLOGERIE
La fragilisation du secret bancaire préoccupe les boutiques du haut de gamme.

Tourisme, immobilier, luxe: le vrai impact d'une disparition du secret bancaire

La place financière est à l'origine de 12% du PIB. Un chiffre qui grimpe à plus de 20% avec les dépenses des banquiers et de leurs clients. **PAR NICOLAS PINGUELY**

Quel sera l'impact de l'effritement du secret bancaire sur l'économie suisse? Une année après que la Confédération a renoncé à la distinction entre fraude et évasion fiscale pour la clientèle étrangère, la question reste ouverte. Point positif, la Suisse demeure un acteur de poids dans la gestion de fortune offshore, dont elle détient encore 30% des parts de marché mondiales avec 2400 milliards de dépôts placés par de riches étrangers. Mais les pressions internationales demandant d'abolir le secret bancaire se renforcent.

L'enjeu est de taille. Et pas uniquement pour les banques et intermédiaires financiers qui comptent à hauteur de 12% dans le PIB suisse. Lorsque les bonus sont versés

dans les banques, les boutiques de luxe sont prises d'assaut et les voitures de sport s'arachent. Bref, de nombreux secteurs d'activité profitent du pouvoir d'achat de la place financière. Selon Franz de Planta, président de l'Organisme d'autorégulation des gérants de patrimoine, son poids total dépasserait en réalité 20% du PIB (lire pages 63 à 66). Bilan fait le point sur les menaces potentielles qui pèsent sur les secteurs liés.

LUXE ET HORLOGERIE

«La fragilisation du secret bancaire est une préoccupation pour les boutiques de luxe», relève un important joaillier genevois. Car la clientèle étrangère des banques suisses apprécie de faire un détour dans les boutiques de la rue du Rhône. «Les gens viennent pour voir leur compte et, si la

performance est bonne, ils achètent une petite chose pour leur femme ou leur amie.» Ces clients sont essentiellement européens, notamment des Français, des Allemands, des Italiens, des Belges ou encore des Hollandais. «A l'avenir, ces derniers risquent de faire moins d'emplettes par ici», estime Sylvain Auroux, directeur de Piaget Suisse. La clientèle européenne représente environ 10% des ventes de la marque en Suisse.

Le mouvement serait déjà amorcé. Avec la crise, ces gens se sont faits plus rares depuis deux ans et les secousses qui ont agité la place financière n'ont rien arrangé. «Depuis une année, les clients étrangers des banques ont tendance à se diriger vers des cieux plus cléments, notamment à Singapour», analyse le joaillier soucieux